

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2008 — 1049

[C — 2008/29183]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008.** — Décret réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « Enseignement secondaire en alternance » : l'enseignement secondaire en alternance organisé par le décret du 3 juillet 1991, tel que modifié;

2° « Enseignement de promotion sociale » : l'enseignement de promotion sociale organisé par le décret du 16 avril 1991, tel que modifié;

3° « Enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice » : l'enseignement secondaire technique et professionnel tel qu'organisé par la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

4° « Enseignement secondaire spécialisé » : l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et 4 organisé par le décret du 3 mars 2004;

5° « Enseignement supérieur » : Enseignement visé par le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les Universités;

6° « Réseaux d'enseignement » :

— L'enseignement organisé par la Communauté française;

— L'enseignement officiel subventionné par la Communauté française;

— L'enseignement libre subventionné par la Communauté française;

7° « Administrations de coordination » : les administrations chargées notamment d'assurer la liaison avec les instances européennes, de préparer les documents de programmation, d'entretenir un contact permanent avec les administrations fonctionnelles chargées de la gestion des projets;

8° « Agence FSE » : l'administration de coordination chargée de la gestion des aides octroyées par le Fonds social européen pour la Belgique francophone. Il s'agit d'un service à gestion séparée créé par la Communauté française en application de l'article 9 de l'accord de coopération conclu le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création d'une agence FSE.

**CHAPITRE II. — Conformité aux dispositions européennes**

**Art. 2.** L'enseignement secondaire en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé, l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement supérieur participent, dans le respect des critères établis dans les différents documents de programmation, aux actions cofinancées par les fonds structurels européens ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne, aux programmes d'initiative communautaire qui les renforcent et aux programmes d'action communautaire.

**TITRE II. — Dispositions particulières à l'enseignement secondaire en alternance,  
à l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice et à l'enseignement spécialisé**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Art. 3.** Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « Le ministre » : Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement secondaire en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice dans ses attributions;

2° « Organes de représentation et de coordination » : les organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs tels que définis à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

3° « Etablissements scolaires » : les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, d'enseignement secondaire spécialisé et les centres d'éducation et de formation en alternance de l'enseignement secondaire en alternance;

4° « Les opérateurs de formation en cours de carrière » : les opérateurs de formation en cours de carrière tels que définis par le Décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

5° « Centre de coordination et de gestion » : l'organe créé auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire du Ministère de la Communauté française afin de tenir lieu d'interlocuteur désigné pour servir d'intermédiaire entre les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les réseaux d'enseignement, les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et, d'une part le ministre, d'autre part les administrations de coordination. La création du centre de coordination et de gestion est conforme aux articles 2, 3 et 4 du Règlement (CE) 438/2001 de la Commission européenne du 2 mars 2001 fixant les modalités d'application relatives aux systèmes de gestion et de contrôle du concours octroyé au titre des fonds structurels qui prévoient la possibilité pour chaque État membre de mettre en place des « organismes intermédiaires », agissant sous la responsabilité d'une autorité de gestion ou de paiement, chargés de vérifier la remise des produits et services cofinancés et la réalité des dépenses déclarées;

6° « Projets d'action globaux » : les projets fixant les objectifs généraux approuvés par le Gouvernement dans le cadre des règlements et programmes relatifs aux aides structurelles octroyées par la Commission européenne;

7° « Autres projets » : les projets individuels ou collectifs déposés par les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les réseaux d'enseignement, les organes de représentation et de coordination, les opérateurs de formation en cours de carrière ou le centre de coordination et de gestion dans le cadre des programmes d'initiative communautaire (PIC) et des programmes d'action communautaire (PAC) ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne;

8° « Projets d'action spécifiques » : les propositions d'action spécifiques déposées par les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les opérateurs de formation en cours de carrière ou le centre de coordination et de gestion, qui s'inscrivent dans le cadre des projets d'action globaux ou des autres projets.

#### CHAPITRE II. — *Gestion du programme en Communauté française*

**Art. 4.** Dans le cadre des actions visées à l'article 2, le ministre fixe les projets d'action globaux et les autres projets après avoir pris l'avis du centre de coordination et de gestion. Le centre de coordination et de gestion introduit les projets d'action globaux et les autres projets auprès des administrations de coordination. Le ministre approuve les projets d'action spécifiques présentés par le centre de coordination et de gestion en ce compris les enveloppes budgétaires.

**Art. 5.** Lorsqu'un établissement scolaire participe à un projet cofinancé par des fonds européens dont l'enseignement secondaire en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé ou l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice n'est pas promoteur, le ministre approuve, après avoir pris l'avis du centre de coordination et de gestion, toute demande de valorisation de la part publique apportée par l'établissement scolaire dans ledit projet.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le centre de coordination et de gestion a son siège dans les locaux de la Direction générale de l'enseignement obligatoire. Toutefois il peut, en cas de nécessité, se réunir dans un autre lieu.

§ 2. Le centre de coordination et de gestion est composé comme suit :

1° Le délégué du ministre, qui en assure la présidence;

2° Le directeur général adjoint du service général de l'enseignement secondaire et des centres psycho-médico-sociaux, qui en assure la vice-présidence;

3° L'inspecteur général pour les cours de l'enseignement secondaire technique et professionnel;

4° Un représentant de l'enseignement organisé par la Communauté française;

4<sup>°bis</sup> Un représentant de l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française;

4<sup>ter</sup> Un représentant de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française issu du secrétariat général de l'enseignement catholique;

5° Le directeur de l'Agence FSE;

6° Le directeur général adjoint du service général de l'Enseignement de promotion sociale, de l'Enseignement artistique secondaire en alternance et de l'Enseignement à distance;

7° Un représentant du Ministre du Budget;

8° Un représentant de l'Institut de formation en cours de carrière.

Les chargés de mission visés à l'article 15.

§ 3. Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés au § 2, 1° à 7°.

Les membres visés au § 2, 1° à 4<sup>ter</sup> ont voix délibérative.

§ 4. Des personnes extérieures peuvent être invitées par le président, à son initiative ou à la demande d'un membre du centre de coordination et de gestion, à participer aux réunions du centre de coordination et de gestion, avec voix consultative.

§ 5. En cas d'absence, le président est remplacé par le vice-président. Les membres effectifs et suppléants visés au § 2, 4°, 4<sup>bis</sup> et 4<sup>ter</sup> sont nommés par le ministre. Les membres effectifs et suppléants visés au § 2, 4<sup>bis</sup> et 4<sup>ter</sup> sont proposés au Ministre par l'organe de représentation et de coordination habilité.

Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne, perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé ou lorsqu'il se voit retirer son mandat par le Ministre ou l'organe de représentation et de coordination habilité, il cesse de plein droit de faire partie du centre de coordination et de gestion. Tout membre démissionnaire continue cependant à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

**Art. 7.** Le centre de coordination et de gestion est chargé :

1° De tenir lieu d'interlocuteur désigné par le Gouvernement de la Communauté française pour servir d'intermédiaire entre les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs et les réseaux d'enseignement et les opérateurs de formation en cours de carrière et, d'une part, le ministre, d'autre part, les administrations de coordination en ce qui concerne les fonds structurels européens ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne, les programmes d'initiative qui les renforcent et les différents programmes d'action de l'Union européenne, pour des actions dont les objectifs sont de faciliter l'insertion socioprofessionnelle de personnes de moins de vingt-cinq ans qui ont terminé la scolarité à temps plein, de développer l'enseignement secondaire en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice et d'assurer la formation des différents acteurs de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire spécialisé et de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice;

2° De préparer les demandes de concours en coordonnant et en globalisant les propositions des établissements scolaires, des pouvoirs organisateurs et des réseaux d'enseignement et des opérateurs de formation en cours de carrière, de proposer au ministre la répartition des crédits européens mis à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire spécialisé et de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice et la valorisation des parts publiques prévues par la législation européenne, de déposer les demandes de concours après avoir obtenu l'agrément du ministre, de veiller au préfinancement des actions agréées, d'en assurer la mise en œuvre, le déroulement, le suivi, l'évaluation prospective et rétrospective, de rechercher et de développer les partenariats nationaux et transnationaux, de préparer et d'introduire les rapports d'activité et les rapports financiers intermédiaires et de déposer les demandes de soldes après avoir vérifié l'éligibilité des dépenses;

3° De veiller à l'utilisation optimale des subventions européennes en renforçant les aspects qualitatifs des plus-values réalisées en respectant les principes de subsidiarité et de complémentarité;

4° De promouvoir les programmes européens auprès des établissements scolaires ayant un rapport avec l'enseignement secondaire en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice;

5° D'assurer l'articulation avec le développement de l'alternance en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale et les politiques régionales de mise à l'emploi;

6° De contribuer à la revalorisation de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice;

7° De veiller au remboursement des avances consenties par la Communauté française pour les actions agréées;

8° De proposer au ministre toute modification aux dispositions réglementaires relatives au fonctionnement du centre de coordination et de gestion et à la gestion des projets.

**Art. 8.** Les modalités de fonctionnement du centre de coordination et de gestion sont fixées comme suit :

§ 1<sup>er</sup>. Le président du centre de coordination et de gestion convoque les membres, soit d'initiative, soit à la demande du ministre, soit à la demande d'au moins un tiers des membres ayant voix délibérative. La convocation doit être expédiée au moins dix jours calendriers avant la réunion, la date de la poste faisant foi. Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

§ 2. Le centre de coordination et de gestion remplit les missions visées à l'article 7 sur la base du consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il prend ses décisions, rend ses avis et accomplit toutes les missions visées à l'article 7, sur base d'un vote émis à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. S'il échec, une note de minorité est jointe.

§ 3. Si un réseau d'enseignement n'est pas représenté ou si moins de deux tiers des membres sont présents, une nouvelle réunion est convoquée, avec le même ordre du jour et au minimum dans un délai de sept jours calendriers, au cours de laquelle des votes peuvent intervenir quels que soient les réseaux d'enseignement représentés ou quel que soit le nombre des membres présents.

§ 4. L'ordre du jour ne peut être modifié que moyennant l'accord des six membres ayant voix délibérative.

§ 5. Il est créé un bureau exécutif, ci-après dénommé « le bureau » composé comme suit :

1° Le directeur général adjoint du service général de l'enseignement secondaire et des centres psycho-médico-sociaux, qui en assure la coordination. Le coordonnateur est chargé d'assurer la gestion journalière, de coordonner le travail des chargés de mission et de diriger l'éventuel personnel contractuel. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel de rang 15 du Ministère de la Communauté française. Sa résidence administrative est celle de sa fonction;

2° Les chargés de mission visés à l'article 15.

Le délégué du ministre peut assister aux réunions du bureau.

Les missions du bureau sont les suivantes :

1° Proposer l'ordre du jour et préparer les réunions du centre de coordination et de gestion;

2° Assurer les missions confiées par le centre de coordination et de gestion;

3° Exécuter les décisions du centre de coordination et de gestion.

§ 6. Le secrétariat des réunions du centre de coordination et de gestion et du bureau est assuré par un membre du personnel de la direction générale de l'enseignement obligatoire désigné par le coordonnateur visé au § 5.

**Art. 9.** La coordination pédagogique des projets d'action globaux et des autres projets est assurée par l'Inspecteur général pour les cours de l'enseignement secondaire technique et professionnel. Cette mission de coordination pédagogique consiste, dans le respect du principe d'autonomie des réseaux, à veiller à la cohérence des actions cofinancées par des fonds européens avec les objectifs pédagogiques poursuivis et le public concerné. Elle se situe à trois moments :

— Au début de chaque période de programmation, lors de l'élaboration par le centre de coordination et de gestion des contenus pédagogiques des projets d'action globaux et des autres projets;

— En cours de programmation, lors des réunions du centre de coordination et de gestion ayant pour objet l'agrément des projets d'action spécifiques;

— A l'issue de chaque période de programmation, lors des travaux du centre de coordination et de gestion visant à évaluer l'efficacité des actions menées, en particulier pour ce qui relève du public concerné.

**Art. 10.** Le directeur général de l'enseignement obligatoire est désigné comme ordonnateur des dépenses du centre de coordination et de gestion.

**Art. 11.** Les montants réservés par la Commission européenne sur base des demandes de concours sont, après déduction des sommes réservées, lors de l'établissement du budget, aux frais de fonctionnement du centre de coordination et de gestion, aux traitements, frais de déplacement et indemnités de séjour des chargés de mission et du personnel contractuel, répartis entre les réseaux d'enseignement, les pouvoirs organisateurs ou les établissements et les opérateurs de formation en cours de carrière.

§ 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les projets d'action globaux, à l'exception des projets relatifs à la formation en cours de carrière, la répartition s'effectue au prorata du nombre des élèves réguliers inscrits et vérifiés au 15 janvier de l'année précédente dans les options de cours visées par lesdits projets.

§ 2. Pour ce qui concerne les projets d'action globaux relatifs à la formation en cours de carrière, la répartition s'effectue selon la clé de répartition suivante : 30 % des moyens européens pour les formations interréseaux organisées par l'Institut de la formation en cours de carrière et 70 % des moyens européens pour les formations organisées par les réseaux d'enseignement. Les moyens consacrés aux formations organisées par les réseaux d'enseignement sont répartis à égalité entre les opérateurs de formation en cours de carrière de l'enseignement confessionnel et les opérateurs de formation en cours de carrière de l'enseignement non confessionnel.

Lorsqu'un opérateur de formation en cours de carrière ne consomme pas l'entièreté des moyens qui lui sont attribués, les moyens non consommés sont répartis entre les autres opérateurs de formation en cours de carrière au prorata des clés de répartition définies précédemment.

**Art. 12.** Les recettes et les dépenses réalisées dans le cadre des actions européennes sont imputées sur l'article du budget général des dépenses de la Communauté française (crédit variable) prévu à cet effet.

**Art. 13.** Les traitements et subventions-traitements alloués aux membres du personnel enseignant et du personnel contractuel pour les prestations effectuées dans le cadre des programmes européens et des missions du centre de coordination et de gestion sont intégralement pris en charge, à titre d'avance, par le budget de la Communauté française à hauteur des moyens réservés par la Commission européenne.

**Art. 14.** Les coûts de fonctionnement engagés par les réseaux d'enseignement, les pouvoirs organisateurs et les établissements et les opérateurs de formation en cours de carrière pour la réalisation d'actions et qui, à ce titre, sont pris en charge par les financements européens, sont versés aux bénéficiaires sur la base d'une déclaration de créance, dont les justificatifs doivent correspondre aux critères d'éligibilité définis par la Commission européenne et selon une procédure administrative arrêtée par le ministre. Des avances relatives aux coûts de fonctionnement peuvent être liquidées aux bénéficiaires pour autant que les crédits octroyés par l'Union européenne le permettent.

**Art. 15.** Le ministre désigne trois chargés de mission : un pour le réseau d'enseignement de la Communauté française, un pour le réseau d'enseignement officiel subventionné et un pour le réseau d'enseignement libre subventionné. En ce qui concerne l'enseignement subventionné, le ministre les désigne après avis des organes de représentation et de coordination, chacun en ce qui le concerne.

**Art. 16.** Les chargés de mission visés à l'article 15 sont mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement. A ce titre, ils continuent à bénéficier du régime de congés et de vacances propre à leur fonction d'origine. Toutefois, leur présence peut être requise par le coordonnateur, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires. Ils dépendent de leur réseau en ce qui concerne la manière dont ils effectuent leur tâche dans les établissements scolaires. Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12 et leur résidence administrative est leur domicile.

### TITRE III. — Dispositions particulières à l'Enseignement de promotion sociale

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Art. 17.** Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « Le ministre » : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

2° « Organes de représentation et de coordination » : les organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs tels que définis à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

3° « Etablissements scolaires » : les établissements d'enseignement de promotion sociale;

4° « Centre de coordination et de gestion » : l'organe créé auprès de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire du Ministère de la Communauté française afin de tenir lieu d'interlocuteur désigné pour servir d'intermédiaire entre les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les réseaux d'enseignement, les organes de représentation et de coordination et, d'une part, le ministre, d'autre part les administrations de coordination. La création du Centre de coordination et de gestion est conforme aux articles 2, 3 et 4 du Règlement (CE) 438/2001 de la Commission européenne du 2 mars 2001 fixant les modalités d'application relatives aux systèmes de gestion et de contrôle du concours octroyé au titre des Fonds structurels qui prévoient la possibilité pour chaque Etat membre de mettre en place des « organismes intermédiaires », agissant sous la responsabilité d'une autorité de gestion ou de paiement, chargés de vérifier la remise des produits et services cofinancés et la réalité des dépenses déclarées;

5° « Projets d'action globaux » : les projets fixant les objectifs généraux approuvés par le Gouvernement dans le cadre des règlements et programmes relatifs aux aides structurelles octroyées par la Commission européenne;

6° « Autres projets » : les projets individuels ou collectifs déposés par les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les réseaux d'enseignement, les organes de représentation et de coordination ou le centre de coordination et de gestion dans le cadre des programmes d'initiative communautaire (PIC) et des programmes d'action communautaire (PAC) ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne;

7° « Projets d'action spécifiques » : les propositions d'actions spécifiques déposées par les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs ou le centre de coordination et de gestion, qui s'inscrivent dans le cadre des projets d'action globaux ou des autres projets.

#### CHAPITRE II. — Gestion du programme en Communauté française

**Art. 18.** Dans le cadre des actions visées à l'article 2, le ministre fixe les projets d'action globaux et les autres projets après avoir pris l'avis du centre de coordination et de gestion. Le centre de coordination et de gestion introduit les projets d'action globaux et les autres projets auprès des administrations de coordination. Le ministre approuve les projets d'action spécifiques présentés par le centre de coordination et de gestion en ce compris les enveloppes budgétaires.

**Art. 19.** Lorsqu'un établissement scolaire participe à un projet cofinancé par des fonds européens dont l'enseignement de promotion sociale n'est pas promoteur, le ministre approuve, après avoir pris l'avis du centre de coordination et de gestion, toute demande de valorisation de la part publique apportée par l'établissement dans ledit projet.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le centre de coordination et de gestion a son siège administratif dans les locaux de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique. Il peut, en cas de nécessité, se réunir en dehors de son siège.

§ 2. Le centre de coordination et de gestion est composé comme suit :

- 1° Le délégué du ministre, qui en assure la présidence;
- 2° Le directeur général adjoint du service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'Enseignement secondaire artistique en alternance et de l'Enseignement à distance, qui en assure la vice-présidence;
- 3° L'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale;
- 4° Un représentant de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;
- 5° Un représentant de l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné par la Communauté française;
- 6° Deux représentants de l'enseignement de promotion sociale libre subventionné par la Communauté française, soit un représentant du secrétariat général de l'enseignement catholique et un représentant de la fédération des établissements libres subventionnés indépendants;
- 7° Le directeur de l'agence FSE;
- 8° Le directeur général adjoint du service général de l'enseignement secondaire et des centres psycho-médico-sociaux;
- 9° Un représentant du ministre du Budget;
- 10° Le coordonnateur administratif adjoint visé à l'article 24;
- 11° Les chargés de mission visés à l'article 26.

§ 3. Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés au § 2, 1° à 9°.

§ 4. Les membres visés au § 2, 1° à 6° ont voix délibérative.

§ 5. Des personnes extérieures peuvent être invitées par le président, à son initiative ou à la demande d'un membre du centre de coordination et de gestion, à participer aux réunions du centre de coordination et de gestion, avec voix consultative.

§ 6. En cas d'absence, le président est remplacé par le vice-président. Les membres effectifs et suppléants visés au § 2, 4°, 5° et 6° sont nommés par le ministre. Les membres effectifs et suppléants visés au § 2, 5° et 6° sont proposés au ministre par l'organe de représentation et de coordination habilité. Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne, perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé ou lorsqu'il se voit retirer son mandat par le ministre ou l'organe de représentation et de coordination habilité, il cesse de plein droit de faire partie du centre de coordination et de gestion. Tout membre démissionnaire continue cependant à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

**Art. 21.** Le centre de coordination et de gestion est chargé :

- De tenir lieu d'interlocuteur désigné pour servir d'intermédiaire entre les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les réseaux d'enseignement, les organes de représentation et de coordination et, d'une part, le ministre, d'autre part les administrations de coordination;
- De soumettre les projets d'action globaux et les autres projets à l'approbation du ministre;
- D'introduire les projets d'action globaux et les autres projets approuvés auprès des administrations de coordination;
- De soumettre les projets d'action spécifiques au ministre en coordonnant et en globalisant les propositions des établissements scolaires, des pouvoirs organisateurs, des réseaux d'enseignement et des organes de représentation et de coordination;
- D'établir et de soumettre à l'approbation du ministre les dépenses afférentes aux projets d'action spécifiques en vérifiant notamment la conformité des dépenses aux enveloppes budgétaires approuvées par le ministre;
- De vérifier l'éligibilité des projets d'action spécifiques déposés conformément aux critères des fonds structurels européens;
- De promouvoir les programmes européens auprès des établissements scolaires;
- De proposer au ministre la répartition des crédits européens mis à la disposition de l'enseignement de promotion sociale et la valorisation des parts publiques prévues par la législation européenne;
- D'établir et de soumettre à l'approbation du ministre les rapports annuels, en ce compris les comptes du centre de coordination et de gestion, après en avoir vérifié la conformité;
- De veiller à l'utilisation optimale des subventions européennes en renforçant les aspects qualitatifs des plus-values réalisées en respectant les principes de subsidiarité et de complémentarité;
- D'assurer l'articulation avec le développement de l'alternance en ce qui concerne l'enseignement secondaire et les politiques régionales de mise à l'emploi;
- De proposer au ministre toute modification aux dispositions réglementaires relatives au fonctionnement du centre de coordination et de gestion et à la gestion des projets;
- De veiller au remboursement des avances consenties par la Communauté française pour les actions agréées.

**Art. 22.** Les modalités de fonctionnement du centre de coordination et de gestion sont fixées comme suit :

§ 1<sup>er</sup>. Le président du centre de coordination et de gestion convoque les membres, soit d'initiative, soit à la demande du ministre, soit à la demande d'au moins un tiers des membres ayant voix délibérative. La convocation doit être expédiée au moins dix jours calendrier avant la réunion, la date de la poste faisant foi. Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

§ 2. Les votes ne peuvent intervenir que si l'enseignement organisé par la Communauté française et chaque organe de représentation et de coordination sont représentés et si deux tiers des membres ayant voix délibérative sont présents. Les décisions sont prises sur la base du consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, la décision est prise à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. S'il échec, une note de minorité est jointe.

§ 3. L'ordre du jour ne peut être modifié que moyennant l'accord des sept membres ayant voix délibérative. Si un organe de représentation et de coordination n'est pas représenté ou si moins de deux tiers des membres sont présents, une nouvelle réunion est convoquée, avec le même ordre du jour et au minimum dans un délai de sept jours calendrier, au cours de laquelle des votes peuvent intervenir quels que soient les organes de représentation et de coordination représentés ou quel que soit le nombre des membres présents.

§ 4. Il est créé un bureau exécutif, ci-après dénommé « le bureau » composé comme suit :

- 1° Le coordinateur administratif adjoint visé à l'article 24 qui en assure la coordination;
- 2° Les chargés de mission visés à l'article 26;
- 3° Les experts et les membres du personnel contractuel attachés au centre de coordination et de gestion.

Le délégué du ministre et le coordonnateur administratif visé à l'article 24 peuvent assister aux réunions du bureau.

Les missions du bureau sont les suivantes :

- 1° Proposer l'ordre du jour et préparer les réunions du centre de coordination et de gestion;
- 2° Assurer les missions confiées par le centre de coordination et de gestion;
- 3° Exécuter les décisions du centre de coordination et de gestion.

§ 5. Le secrétariat des réunions du centre de coordination et de gestion et du bureau est assuré par un membre du personnel de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire désigné par le coordonnateur administratif visé à l'article 24.

**Art. 23.** Le directeur général de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique est désigné comme ordonnateur des dépenses du centre de coordination et de gestion.

### CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux modalités de gestion pédagogique, administrative et financière*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — De la coordination administrative et pédagogique*

**Art. 24.** La gestion et la coordination administrative des projets est assurée par un coordonnateur administratif qui est le vice-président du centre de coordination et de gestion. Pour l'assister dans sa mission, le ministre désigne auprès de l'administration un coordonnateur administratif adjoint chargé d'assurer la gestion journalière et l'exécution des décisions du centre de coordination et de gestion ainsi que de coordonner le travail des chargés de mission, des experts et du personnel contractuel éventuels.

Le coordonnateur administratif adjoint est choisi parmi les membres du personnel de l'administration ou parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. S'il s'agit d'un membre du personnel de l'administration, il est agent de niveau 1. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Sa résidence administrative est celle de sa fonction. S'il s'agit d'un membre du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, il est mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement et bénéficie en outre d'une allocation égale à la différence entre le traitement ou la subvention-traitement de l'échelle de traitement correspondante à la fonction de directeur d'enseignement de promotion sociale de niveau secondaire supérieur et celle dont il bénéficie dans sa fonction. Il continue à bénéficier du régime de congés et de vacances propres à sa fonction d'origine. Toutefois, sur décision du centre de coordination et de gestion, sa présence peut être requise, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, il est assimilé aux fonctionnaires de rang 12 et sa résidence administrative est celle de sa fonction d'origine ou de son domicile.

**Art. 25.** La coordination pédagogique des projets d'action globaux et des autres projets est assurée par l'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale. Cette mission de coordination pédagogique consiste, dans le respect du principe d'autonomie des réseaux, à veiller à la cohérence des actions cofinancées par des fonds européens avec les objectifs pédagogiques poursuivis et le public concerné. Elle se situe à trois moments :

- Au début de chaque période de programmation, lors de l'élaboration par le centre de coordination et de gestion des contenus pédagogiques des projets d'action globaux et des autres projets;
- En cours de programmation, lors des réunions du centre de coordination et de gestion ayant pour objet l'agrément des projets d'action spécifiques;
- A l'issue de chaque période de programmation, lors des travaux du centre de coordination et de gestion visant à évaluer l'efficacité des actions menées, en particulier pour ce qui relève du public concerné.

#### *Section II. — Des chargés de mission*

**Art. 26.** Le ministre désigne quatre chargés de mission : un pour le réseau d'enseignement de la Communauté française, deux pour le réseau d'enseignement officiel subventionné et un pour le réseau d'enseignement libre subventionné. En ce qui concerne l'enseignement subventionné, le ministre les désigne après avis des organes de représentation et de coordination, chacun en ce qui le concerne. Le chargé de mission du réseau d'enseignement libre subventionné est désigné par le ministre après avis conjoint du secrétariat général de l'enseignement catholique et de la fédération des établissements libres subventionnés indépendants, et exerce sa mission dans l'enseignement libre confessionnel et dans l'enseignement libre non confessionnel.

**Art. 27.** Les chargés de mission visés à l'article 26 sont mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement. A ce titre, ils continuent à bénéficier du régime de congés et de vacances propre à leur fonction d'origine. Toutefois, sur décision du centre de coordination et de gestion, leur présence peut être requise, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires. Ils dépendent de leur réseau en ce qui concerne leurs tâches en relation avec les établissements scolaires et les pouvoirs organisateurs, et la responsabilité du suivi des programmes européens. En matière de gestion des crédits européens et de coordination entre les réseaux d'enseignement, les chargés de mission exécutent les décisions du centre de coordination et de gestion et, dans ce cadre, accomplissent leurs tâches dans les locaux du siège administratif du centre de coordination et de gestion, sous la responsabilité du coordonnateur administratif. Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12 et leur résidence administrative est leur domicile.

**Art. 28.** En sus des chargés de mission visés à l'article 26, les réseaux d'enseignement peuvent leur adjoindre des experts pédagogiques et techniques. Leur prise en charge se fera sur la dotation de périodes d'un des établissements du réseau d'enseignement comme prévu à l'article 5, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale.

Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours aux mêmes conditions que les chargés de mission visés à l'article 26.

## Section III. — Aspects budgétaires et financiers

**Art. 29.** Les montants réservés par la Commission européenne sur base des demandes de concours sont, après déduction des sommes réservées aux projets globaux gérés directement par le centre de coordination et de gestion, aux frais de fonctionnement du centre de coordination et de gestion, aux traitements des chargés de mission, des experts et du personnel contractuel, aux remboursements des frais de parcours et des indemnités de séjour, répartis entre le réseau d'enseignement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination, selon une clé fixée, de manière distincte pour l'objectif 1 et pour l'objectif 2, sur la base des critères suivants :

- a) A raison de 50 %, des dotations organiques des établissements situés dans la zone de l'objectif concerné;
- b) A raison de 25 %, des périodes organisées, par les établissements situés dans la zone de l'objectif concerné, avec le soutien des fonds européens au cours de l'avant-dernière année civile qui précède l'année au cours de laquelle la clé est appliquée;
- c) A raison de 25 %, du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, dans les établissements situés dans la zone de l'objectif concerné, au cours de l'avant-dernière année civile qui précède l'année au cours de laquelle la clé est appliquée.

**Art. 30.** Les recettes et les dépenses réalisées dans le cadre des actions européennes sont imputées sur l'article du budget général des dépenses de la Communauté française (crédit variable) prévu à cet effet.

**Art. 31.** Les traitements et subventions-traitements alloués aux membres du personnel enseignant et du personnel contractuel pour les prestations effectuées dans le cadre des programmes européens et des missions du centre de coordination et de gestion sont intégralement pris en charge, à titre d'avance, par le budget de la Communauté française à hauteur des moyens réservés par la Commission européenne.

**Art. 32.** Les coûts de fonctionnement engagés par les réseaux d'enseignement, les pouvoirs organisateurs et les établissements d'enseignement de promotion sociale pour la réalisation des projets spécifiques sont pris en charge par les financements européens.

Ces montants sont versés aux bénéficiaires sur la base d'une déclaration de créance accompagnée d'un bilan financier global ainsi que des pièces justificatives des dépenses qui doivent répondre aux critères d'éligibilité définis par la Commission européenne. Des avances relatives aux coûts de fonctionnement peuvent être liquidées aux bénéficiaires pour autant que les crédits octroyés par l'Union européenne le permettent.

## TITRE IV. — Dispositions particulières à l'enseignement supérieur

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Art. 33.** Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

- 1° « Le Ministre » : le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions;
- 2° « Projets d'actions globaux » : les projets fixant les objectifs généraux approuvés par le Gouvernement dans le cadre des règlements et programmes relatifs aux Fonds structurels octroyés par la Commission européenne;
- 3° « Projets d'actions spécifiques » : les projets individuels ou collectifs déposés par les établissements d'enseignement supérieur qui s'inscrivent dans le cadre des projets d'action globaux.
- 4° « Autres projets » : les autres projets individuels ou collectifs déposés par les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre des Fonds structurels européens en dehors des projets d'actions globaux;
- 5° CCOCES : Le Comité de concertation entre les différents organes consultatifs de l'Enseignement supérieur visé à l'article 25 du décret du 9 janvier 2003 relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur.

## CHAPITRE II. — Gestion du programme en Communauté française

**Art. 34.** Il est créé un « Centre de coordination et de gestion des Fonds structurels pour l'enseignement supérieur » auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française, dénommé « Centre de coordination et de gestion » dans le présent titre.

Ce Centre de coordination et de gestion est un organisme intermédiaire au sens de l'article 2, paragraphe 2 du Règlement (CE) n° 438/2001 de la Commission du 2 mars 2001 fixant les modalités d'application du règlement n° 1260/1999 du Conseil en ce qui concerne les systèmes de gestion et de contrôle du concours octroyé au titre des Fonds structurels.

**Art. 35.** Les projets d'actions globaux sont soumis à l'avis du Centre de coordination et de gestion.

Les projets d'actions spécifiques, déposés par les établissements d'enseignement supérieur après avis du CCOCES ou après avis du Conseil Interuniversitaire de la Communauté française de Belgique, du Conseil général des hautes écoles et du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique, chacun pour ce qui le concerne, sont soumis par le Centre de coordination et de gestion, en ce compris les enveloppes budgétaires, à l'approbation du Ministre.

**Art. 36.** Lorsqu'un établissement d'enseignement supérieur participe à un projet cofinancé par des fonds européens dont l'enseignement supérieur n'est pas promoteur, le Ministre approuve, après avoir pris l'avis du Centre de coordination et de gestion, toute demande de valorisation de la part publique apportée par l'établissement dans ledit projet.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre de coordination et de gestion a son siège administratif dans les locaux de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique. Il peut, en cas de nécessité, se réunir en dehors de son siège.

§ 2. Le Conseil du Centre de coordination et de gestion est composé comme suit :

- 1° Un représentant du Ministre qui en assure la Présidence;
- 2° Un représentant de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique qui en assure la vice-présidence;
- 3° Des représentants des Institutions d'Enseignement supérieur dont :
  - a) Un représentant du Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF);
  - b) Un représentant du Conseil général des Hautes Ecoles (CGHE);
  - c) Un représentant du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique (CSESA);

d) Un représentant des étudiants proposé conjointement par les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

Avec voix consultative,

1° Un représentant de l'Agence FSE;

2° Un représentant du Ministre du Budget;

3° Les chargés de mission visés à l'article 42;

4° Le coordinateur administratif et pédagogique visé à l'article 41.

Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés au § 2, 1° à 3°.

Les membres visés au § 2, 1° à 3° ont voix délibérative.

Des personnes extérieures peuvent être invitées par le Président, à son initiative ou à la demande d'un membre du Conseil du Centre de coordination et de gestion, à participer, au titre d'experts, avec voix consultative, aux réunions du Conseil du Centre de coordination et de gestion.

En cas d'absence, le Président est remplacé par le Vice-président. Les membres effectifs et suppléants visés au § 2, 1°, 2° et 3° sont nommés par le Ministre. Les membres effectifs et suppléants visés au § 2, 3°, a) à c) sont proposés au Ministre par l'organe de représentation et de coordination habilité.

Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, il peut continuer à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Lorsqu'un membre effectif ou suppléant se voit retirer son mandat par l'organe de représentation et de coordination habilité, il cesse de plein droit de siéger au Centre de coordination et de gestion.

§ 3. Il est créé un bureau exécutif composé des personnes dont question au chapitre III du présent titre.

**Art. 38.** Le Centre de coordination et de gestion est chargé :

1° De tenir lieu d'interlocuteur désigné pour servir d'intermédiaire entre les établissements d'enseignement supérieur et, d'une part, le Ministre et d'autre part, les administrations de coordination;

2° De soumettre les projets d'actions globaux et les autres projets à l'approbation du Ministre;

3° D'introduire les projets d'actions globaux et les autres projets approuvés auprès des administrations de coordination;

4° D'assurer une aide au montage des projets d'actions spécifiques déposés conformément aux critères des Fonds structurels;

5° De soumettre les projets d'actions spécifiques au Ministre en coordonnant et en globalisant les propositions des établissements d'enseignement supérieur;

6° De promouvoir les programmes européens auprès des établissements d'enseignement supérieur;

7° D'établir et de soumettre à l'approbation du Ministre, les rapports annuels, en ce compris les comptes du Centre de coordination et de gestion, après en avoir vérifié la conformité;

8° De proposer au Ministre toute modification aux dispositions réglementaires relatives au fonctionnement du Centre de coordination et de gestion et à la gestion des projets;

9° De veiller au remboursement des avances consenties par la Communauté française pour les actions agréées;

10° De veiller à la coordination des opportunités de coopérations intercommunautaires et internationales dans le cadre des Fonds structurels européens.

**Art. 39.** Le Président du Conseil du Centre de coordination et de gestion convoque les membres, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre, soit à la demande d'un membre ayant voix délibérative.

La convocation doit être expédiée au moins dix jours calendrier avant la réunion, la date de la poste faisant foi.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le Président et invite son suppléant à siéger.

Le Conseil du Centre de Coordination et de gestion arrête le règlement d'ordre intérieur qui règle, entre autre, les questions d'ordre du jour et les modalités de votes et qui est soumis à l'approbation du Ministre.

**Art. 40.** Le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique est désigné comme ordonnateur des dépenses du Centre de coordination et de gestion.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux modalités de gestion pédagogique, administrative et financière.*

*Section I<sup>re</sup>.* — De la coordination administrative et pédagogique

**Art. 41.** La gestion et la coordination administrative et pédagogique des projets FSE est assurée par un coordinateur administratif et pédagogique. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, sa résidence administrative est celle de sa fonction d'origine ou de son domicile.

*Section II.* — Des chargés de mission

**Art. 42.** Le Ministre peut désigner au moins deux unités équivalentes temps plein, chargés de mission.

**Art. 43.** Les chargés de mission visés à l'article 42 exécutent les décisions du Conseil du Centre de coordination et de gestion et, dans ce cadre, accomplissent leurs tâches dans les locaux du siège administratif du Centre de coordination et de gestion, sous la responsabilité du coordinateur administratif et pédagogique. Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, leur résidence administrative est leur domicile.

*Section III.* — Aspects budgétaires et financiers

**Art. 44.** Les montants réservés par la Commission européenne sur la base des demandes de concours sont, après déduction des sommes réservées, lors de l'établissement du budget, aux frais de fonctionnement du centre de coordination et de gestion, aux traitements, frais de déplacement et indemnités de séjour des chargés de mission et du personnel contractuel, affectés aux projets spécifiques et aux autres projets.



**Art. 45.** Les recettes et les dépenses réalisées dans le cadre des actions européennes sont imputées sur l'article du budget général des dépenses de la Communauté française (crédit variable) prévu à cet effet.

**Art. 46.** Les personnes visées à l'article 37, 3° ont droit au remboursement de leur frais de déplacement aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, leur adresse administrative est celle de leur fonction. Ils sont considérés comme étant en activité de service lorsqu'ils participent aux réunions du Centre de coordination et de gestion.

**Art. 47.** Les traitements et subventions-traitements alloués aux membres du personnel de l'enseignement supérieur pour des prestations effectuées dans le cadre des programmes européens et des missions du Centre de coordination et de gestion sont intégralement pris en charge, soit directement, soit sur la base de déclarations de créance soumises par les établissements d'enseignement supérieur qui prennent en charge cette rémunération, à titre d'avance, par le budget de la Communauté française à hauteur des moyens réservés par la Commission européenne.

**Art. 48.** Les coûts de fonctionnement engagés par les établissements d'enseignement supérieur pour la réalisation d'actions et qui, à ce titre, sont pris en charge par les financements européens, sont versés aux bénéficiaires sur la base d'une déclaration de créance, dont les justificatifs doivent correspondre aux critères d'éligibilité définis par la Commission européenne et selon une procédure administrative arrêtée par le Ministre. Des avances relatives aux coûts de fonctionnement peuvent être consenties pour autant que les crédits octroyés par l'Union européenne le permettent.

#### TITRE V. — Dispositions finales

**Art. 49.** Le Décret du 28 février 2002 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la gestion des fonds que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur est abrogé.

**Art. 50.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2008.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 499-1. — Amendements de commission, n° 499-2. — Rapport, n° 499-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 22 janvier 2008.

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1049

[C — 2008/29183]

**1 FEBRUARI 2008.** — Decreet tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. — Algemene bepalingen

##### HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet, dient te worden verstaan onder :

1° « Alternierend secundair onderwijs » : het alternerend secundair onderwijs, georganiseerd door het decreet van 3 juli 1991, zoals gewijzigd;

2° « Onderwijs voor sociale promotie » : het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd door het decreet van 16 april 1991, zoals gewijzigd;

3° « Technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan » : het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs, zoals georganiseerd door de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs;

4° « Gespecialiseerd secundair onderwijs » : het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en van vorm 4, georganiseerd door het decreet van 3 maart 2004;

5° « Hoger onderwijs » : Onderwijs bedoeld bij het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

6° « Onderwijsnet » :

- het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd;
- Het officieel onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd;
- Het vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd;

7° « Coördinatiebesturen » : de besturen die inzonderheid belast worden met de verbinding met de Europese instanties, de voorbereiding van de programmeringsdocumenten, het onderhouden van een permanent contact met de functionele besturen die met het beheer van de projecten belast worden;

8° « ESF-Agentschap » : het coördinatiebestuur belast met het beheer van de steungelden toegekend door het Europees Sociaal Fonds voor Franstalig België. Het gaat om een dienst met afzonderlijk beheer opgericht door de Franse Gemeenschap bij toepassing van artikel 9 van het samenwerkingsakkoord dat op 2 september 1998 werd gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest en het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds.

#### HOOFDSTUK II. — *Overeenstemming met de Europese bepalingen*

**Art. 2.** Het alternerend secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs nemen, met inachtneming van de criteria vastgelegd in de verschillende programmeringsdocumenten, deel aan de acties die mede worden gefinancierd door de Europese structuurfondsen of andere mechanismen van de Europese Unie voor specifieke subsidiëring, aan de programma's in het kader van de communautaire initiatieven (PCI's) die deze versterken en aan de communautaire actieprogramma's (CAP's).

#### TITEL II. — *Bijzondere bepalingen voor het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan en voor het gespecialiseerd onderwijs*

##### HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Art. 3.** Voor de toepassing van deze titel dient te worden verstaan onder :

1° « De minister » : De minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het alternerend secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs, en het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan behoren;

2° « Vertegenwoordigings- en coördinatieorganen » : de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten zoals bepaald in artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

3° « schoolinrichtingen » : de inrichtingen voor technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, voor gespecialiseerd secundair onderwijs en de centra voor alternerend onderwijs en vorming;

4° « de opleiders in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan » : de opleiders in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan zoals bepaald bij het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

5° « Coördinatie- en beheerscentrum » : het orgaan dat opgericht is bij de algemene directie voor het leerplichtonderwijs van het ministerie van de Franse Gemeenschap, om op te treden als aangesteld bemiddelaar tussen de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, en, enerzijds, de minister, en, anderzijds, de coördinatiebesturen. De oprichting van het coördinatie- en beheerscentrum is in overeenstemming met de artikelen 2, 3 en 4 van de Verordening (EG) nr. 438/2001 van de Europese Commissie van 2 maart 2001 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de beheers- en controlesystemen voor uit de structuurfondsen toegekende bijstand, die voorzien in de mogelijkheid, voor elke lidstaat, om "bemiddelende instanties" op te richten, die onder de verantwoordelijkheid van een betalings- of beheersautoriteit optreden en die moeten nagaan of de medegefinancierde goederen en diensten zijn geleverd en de opgevoerde uitgaven daadwerkelijk zijn gemaakt;

6° « Globale actieprojecten » : de projecten tot bepaling van de algemene doelstellingen die door de Regering worden goedgekeurd in het kader van de verordeningen en programma's betreffende de structurele steun die door de Europese Commissie wordt toegekend;

7° « Andere projecten » : de individuele of collectieve projecten die worden voorgelegd door de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, de opleiders in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan of het coördinatie- en beheerscentrum in het kader van de programma's voor gemeenschapsinitiatieven en de programma's voor gemeenschapsacties of andere subsidiëeringsmechanismen die specifiek zijn voor de Europese Unie;

8° « Specifieke actieprojecten » : de specifieke actievoorstellen die worden voorgelegd door de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de opleiders in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan of het coördinatie- en beheerscentrum in het kader van globale actieprojecten of andere projecten.

##### HOOFDSTUK II. — *Beheer van het programma in de Franse Gemeenschap*

**Art. 4.** In het kader van de acties bedoeld in artikel 2, stelt de minister de globale actieprojecten en de andere projecten vast, na het advies van het coördinatie- en beheerscentrum te hebben ingewonnen. Het coördinatie- en beheerscentrum voert de globale actieprojecten en de andere projecten bij de coördinatiebesturen in. De minister keurt de specifieke actieprojecten goed die door het coördinatie- en beheerscentrum worden voorgesteld, met inbegrip van de begrotingsenveloppen.

**Art. 5.** Wanneer een schoolinrichting deelneemt aan een project dat door Europese fondsen wordt medegefinancierd en dat niet wordt ingediend door het alternerend secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs of het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs, keurt de minister, na het advies van het coördinatie- en beheerscentrum te hebben ingewonnen, elke aanvraag om verhoging van het overheidsaandeel dat door de schoolinrichting in dat project wordt geleverd, goed.

**Art. 6.** § 1. Het coördinatie- en beheerscentrum heeft zijn zetel in de lokalen van de algemene directie voor het leerplichtonderwijs. In voorkomend geval kan het echter elders vergaderen.

§ 2. Het coördinatie- en beheerscentrum wordt samengesteld als volgt :

1° de afgevaardigde van de minister, die er het voorzitterschap van waarneemt;

2° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, die er het ondervoorzitterschap van waarneemt;

3° de inspecteur-generaal voor de cursussen van het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs;

4° een vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs;

4°*bis* een vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs;

4°*ter* een vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrij onderwijs, afkomstig uit het secretariaat-generaal van het katholiek onderwijs;

5° de directeur van het ESF-Agentschap;

6° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het onderwijs voor sociale promotie, het alternerend kunstsecundair onderwijs en het afstandsonderwijs;

7° een vertegenwoordiger van de Minister van Begroting;

8° een vertegenwoordiger van het « Institut de la formation en cours de carrière » (Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan).

De opdrachthouders bedoeld in artikel 15.

§ 3. Er wordt een plaatsvervangend lid aangesteld voor elk van de werkende leden bedoeld in § 2, 1° tot 7°.

De leden bedoeld in § 2, 1° tot 4°*ter* zijn stemgerechtigd.

§ 4. Externe personen kunnen door de voorzitter, op zijn initiatief of op aanvraag van een lid van het coördinatie- en beheerscentrum, worden uitgenodigd om de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum met raadgevende stem bij te wonen.

§ 5. Bij afwezigheid van de voorzitter, wordt deze door de ondervoorzitter vervangen. De werkende leden en de plaatsvervangende leden bedoeld in § 2, 4°, 4°*bis* en 4°*ter* worden door de minister benoemd. De werkende leden en de plaatsvervangende leden bedoeld in § 2, 4°*bis* en 4°*ter* worden aan de minister voorgedragen door het gemachtigde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan.

Wanneer een werkend lid of een plaatsvervangend lid ontslag neemt, de hoedanigheid verliest op grond waarvan het werd benoemd of wanneer zijn mandaat door de minister of het gemachtigde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan wordt ingetrokken, is het van rechtswege geen lid van het coördinatie- en beheerscentrum meer. Elk ontslagnemend lid blijft echter zitting hebben tot de benoeming van zijn plaatsvervanger.

**Art. 7.** Het coördinatie- en beheerscentrum wordt ermee belast :

1° op te treden als bemiddelaar, aangesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap, om te bemiddelen tussen de schoolinrichtingen, de inrichtende machten en de onderwijsnetten en de opleiders in het kader van de opleiding gedurende de loopbaan en, enerzijds, de minister, en, anderzijds, de coördinatiebesturen, betreffende de Europese structuurfondsen of andere specifieke subsidiëeringsmechanismen van de Europese Unie, de programma's voor initiatieven die ze versterken en de verschillende actieprogramma's van de Europese Unie, voor acties die tot doel hebben de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces te vergemakkelijken van personen die minder dan vijftig jaar oud zijn en die het onderwijs met volledig leerplan hebben verlaten, het alternerend secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs en het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan te ontwikkelen en te zorgen voor de opleiding van de verschillende actoren van het alternerend secundair onderwijs, van het gespecialiseerd secundair onderwijs en van het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan;

2° de aanvragen om bijstand voor te bereiden, waarbij de voorstellen van de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten en de opleiders in het kader van de opleiding gedurende de loopbaan worden gecoördineerd en verzameld, de minister de verdeling voor te stellen van de Europese kredieten die ter beschikking worden gesteld van het alternerend secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs en het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs, de minister de verhoging van de overheidsaandelen bepaald door de Europese wetgeving voor te stellen, de aanvragen om bijstand in te dienen na de toestemming van de minister te hebben gekregen, voor de voorfinanciering van de erkende acties te zorgen, voor de uitvoering, het verloop, de opvolging ervan, de prospectieve en retrospectieve evaluatie te zorgen, de nationale en transnationale partnerschapsverbanden tot stand te brengen en te ontwikkelen, de activiteitsverslagen en de tussentijdse financiële verslagen voor te bereiden en in te voeren en de aanvragen om saldi in te dienen nadat de toelaatbaarheid van de uitgaven is nagekeken;

3° de optimale aanwending van de Europese subsidies te bevorderen door de kwalitatieve aspecten van de verwezenlijkte meerwaarden te versterken met inachtneming van de subsidiariteits- en complementariteitsbeginselen;

4° de Europese programma's te bevorderen bij de schoolinrichtingen die verband houden met het alternerend secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs, en het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan;

5° bij te dragen tot de ontwikkeling van alternerend onderwijs en vorming betreffende het onderwijs voor sociale promotie en het regionale tewerkstellingsbeleid;

6° bij te dragen tot de herwaardering van het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan;

7° te zorgen voor de terugbetaling van de voorschotten die door de Franse Gemeenschap werden toegestaan;

8° de minister elke wijziging van de verordeningsbepalingen betreffende de werking van het coördinatie- en beheerscentrum voor te stellen.

**Art. 8.** De nadere regels voor de werking van het coördinatie- en beheerscentrum worden vastgesteld als volgt :

§ 1. De voorzitter van het coördinatie- en beheerscentrum roept de leden, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de minister, ofwel op aanvraag van ten minste één derde van de stemgerechtigde leden, bijeen. De oproepingsbrief moet ten minste tien kalenderdagen vóór de vergadering, waarbij de datum van de poststempel geldt als verzendingsdatum, worden verstuurd. Ieder werkend lid dat een vergadering niet kan bijwonen, brengt daar de voorzitter op de hoogte van, en verzoekt zijn plaatsvervanger de vergadering bij te wonen.

§ 2. Het coördinatie- en beheerscentrum vervult de opdrachten bedoeld in artikel 7 op grond van een consensus. Wanneer deze niet kan worden bereikt, neemt het zijn beslissingen, brengt zijn adviezen uit en vervult alle opdrachten bedoeld in artikel 7, op grond van een stemming met volstrekte meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend. In voorkomend geval, wordt een minderheidsnota bijgevoegd.

§ 3. Als een onderwijsnet niet vertegenwoordigd wordt of als minder dan twee derde van de leden aanwezig is, dan wordt een nieuwe vergadering belegd, met dezelfde agenda en ten minste binnen een termijn van zeven kalenderdagen, gedurende welke stemmingen kunnen plaatsvinden ongeacht de vertegenwoordigde onderwijsnetten of het aantal aanwezige leden.

§ 4. De agenda kan alleen met de toestemming van de zes stemgerechtigde leden worden gewijzigd.

§ 5. Er wordt een uitvoerend bureau opgericht, hierna « het bureau » genoemd, samengesteld als volgt :

1° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, die voor de coördinatie ervan zorgt. De coördinator wordt belast met het dagelijks beheer, met het coördineren van de werkzaamheden van de opdrachthouders en met de leiding van de eventuele contractuele personeelsleden. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden vastgelegd door de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van rang 15 van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Zijn administratieve standplaats is die van zijn ambt;

2° De opdrachthouders bedoeld in artikel 15.

De afgevaardigde van de minister kan de vergaderingen van het bureau bijwonen.

De opdrachten van het bureau zijn de volgende :

1° De agenda voorstellen en de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum voorbereiden;

2° De opdrachten toevertrouwd door het coördinatie- en beheerscentrum uitoefenen;

3° De beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum uitvoeren.

§ 6. Het secretariaat van de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum en van het bureau wordt waargenomen door een personeelslid van de algemene directie voor het leerplichtonderwijs, aangesteld door de coördinator bedoeld in § 5.

**Art. 9.** De pedagogische coördinatie van de globale actieprojecten en van de andere projecten wordt waargenomen door de inspecteur-generaal voor de cursussen van het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs. Die opdracht inzake pedagogische coördinatie zorgt ervoor, met inachtneming van het beginsel van de autonomie van de netten, dat de acties die worden medegefinancierd door de Europese fondsen in overeenstemming zijn met de pedagogische doelstellingen en het betrokken publiek. Ze geschiedt op drie ogenblikken :

— Bij het begin van elke programmeringsperiode, bij het opstellen, door het coördinatie- en beheerscentrum, van de pedagogische inhoud van de globale actieprojecten en andere projecten;

— In de loop van de programmering, bij de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum die de erkenning van de specifieke actieprojecten bespreken;

— Op het einde van elke programmeringsperiode, bij de werkzaamheden van het coördinatie- en beheerscentrum voor de evaluatie van de doeltreffendheid van de gevoerde acties, inzonderheid voor wat het betrokken publiek betreft.

**Art. 10.** De directeur-generaal van het bestuur voor het leerplichtonderwijs wordt aangesteld tot ordonnateur van de uitgaven van het coördinatie- en beheerscentrum.

**Art. 11.** De bedragen die door de Europese Commissie op grond van de aanvragen om bijstand worden bepaald, worden, na aftrek van de bedragen die, bij het opmaken van de begroting, bestemd zijn voor de werkingskosten van het coördinatie- en beheerscentrum, voor de wedden, reiskosten en verblijfsvergoedingen van de opdrachthouders en het contractueel personeel, verdeeld over de onderwijsnetten, de inrichtende machten of de inrichtingen en opleiders in het kader van de opleiding gedurende de loopbaan.

§ 1. Voor de globale actieprojecten, met uitzondering van de projecten betreffende de opleiding gedurende de loopbaan, wordt de verdeling verricht in verhouding tot het aantal regelmatige leerlingen die op 15 januari van het voorafgaande jaar ingeschreven en gecontroleerd zijn in de cursusopties bedoeld bij die projecten.

§ 2. Voor de globale actieprojecten betreffende de opleiding gedurende de loopbaan, wordt de verdeling verricht volgens de volgende verdeelsleutel : 30 % van de Europese middelen voor de netoverschrijdende opleidingen die door het Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan worden georganiseerd en 70 % van de Europese middelen voor de opleidingen die door de onderwijsnetten worden georganiseerd. De middelen die bestemd zijn voor de door de onderwijsnetten georganiseerde opleidingen worden in gelijke delen verdeeld over de opleiders in het kader van de opleiding gedurende de loopbaan van het confessioneel onderwijs en de opleiders in het kader van de opleiding gedurende de loopbaan van het niet confessioneel onderwijs.

Wanneer een opleider in het kader van de opleiding gedurende de loopbaan niet alle middelen aanwendt die hem werden toegekend, worden de niet aangewende middelen verdeeld over de andere opleiders in het kader van de opleiding gedurende de loopbaan in verhouding tot de vooraf bepaalde verdeelsleutels.

**Art. 12.** De ontvangsten en uitgaven verricht in het kader van de Europese acties worden aangerekend op het artikel van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap (variabel krediet) dat daartoe bepaald wordt.

**Art. 13.** De wedden en weddesubsidies die worden toegekend aan de leden van het onderwijzend personeel en van het contractueel personeel in het kader van de Europese programma's en van de opdrachten van het coördinatie- en beheerscentrum, worden, bij wijze van voorschotten, integraal uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap ten bedrage van de middelen die door de Europese Commissie worden bepaald.

**Art. 14.** De werkingskosten die worden veroorzaakt door de onderwijsnetten, de inrichtende machten en de opleiders in het kader van de opleiding gedurende de loopbaan voor de verwezenlijking van acties en die daarom door een Europese financiering worden gedekt, worden aan de begunstigden betaald op grond van een aangifte van schuldvordering, waarvan de verantwoording moet voldoen aan de toelaatbaarheidscriteria bepaald door de Europese Commissie, volgens een door de Minister vast te stellen administratieve procedure. Er kunnen voorschotten in verband met de werkingskosten aan de begunstigden worden uitbetaald, binnen de perken van de kredieten die door de Europese Unie worden toegekend.

**Art. 15.** De minister stelt drie opdrachthouders aan : één voor het net van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, één voor het net van het officieel gesubsidieerd onderwijs en één voor het net van het vrij gesubsidieerd onderwijs. Voor het gesubsidieerd onderwijs, stelt de minister die aan na het advies van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, elk wat hem betreft, te hebben ingewonnen.

**Art. 16.** De in artikel 15 bedoelde opdrachthouders krijgen een verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs. Ze blijven de verlof- en vakantieregeling genieten die eigen is aan hun oorspronkelijke ambt. De coördinator kan echter eisen dat ze, naar gelang van de noodwendigheden van de dienst, aanwezig zijn gedurende de schoolvakantieperioden. Ze ressorteren onder hun net voor de wijze waarop ze hun taak in de schoolinrichtingen uitvoeren. Ze hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden bedoeld in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Daartoe worden ze gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 12 en hun administratieve standplaats is hun woonplaats.

### TITEL III. — Bijzondere bepalingen voor het onderwijs voor sociale promotie

#### HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Art. 17.** Voor de toepassing van deze titel dient te worden verstaan onder :

1° « De minister » : De minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

2° « Vertegenwoordigings- en coördinatieorganen » : de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten zoals bepaald in artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

3° « schoolinrichtingen » : de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;

4° « Coördinatie- en beheerscentrum » : het orgaan dat opgericht is bij de algemene directie voor het niet verplicht onderwijs van het ministerie van de Franse Gemeenschap, om op te treden als aangesteld bemiddelaar tussen de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, en, enerzijds, de minister, en, anderzijds, de coördinatiebesturen. De oprichting van het coördinatie- en beheerscentrum is in overeenstemming met de artikelen 2, 3 en 4 van de Verordening (EG) nr. 438/2001 van de Commissie van 2 maart 2001 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de beheers- en controlesystemen voor uit de structuurfondsen toegekende bijstand, die voorzien in de mogelijkheid, voor elke lidstaat, om "bemiddelende instanties" op te richten, die onder de verantwoordelijkheid van een betalings- of beheersautoriteit optreden en die moeten nagaan of de medegefinancierde goederen en diensten zijn geleverd en de opgevoerde uitgaven daadwerkelijk zijn gemaakt;

5° « Globale actieprojecten » : de projecten tot bepaling van de algemene doelstellingen die door de Regering worden goedgekeurd in het kader van de verordeningen en programma's betreffende de structurele steun die door de Europese Commissie wordt toegekend;

6° « Andere projecten » : de individuele of collectieve projecten die worden voorgelegd door de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, of het coördinatie- en beheerscentrum in het kader van de programma's voor gemeenschapsinitiatieven en de programma's voor gemeenschapsacties of andere subsidiëeringsmechanismen die specifiek zijn voor de Europese Unie;

7° « Specifieke actieprojecten » : de specifieke actievoorstellen die worden voorgelegd door de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, of het coördinatie- en beheerscentrum in het kader van de globale actieprojecten of de andere projecten.

#### HOOFDSTUK II. — *Beheer van het programma in de Franse Gemeenschap*

**Art. 18.** In het kader van de acties bedoeld in artikel 2, stelt de minister de globale actieprojecten en de andere projecten vast, na het advies van het coördinatie- en beheerscentrum te hebben ingewonnen. Het coördinatie- en beheerscentrum legt de globale actieprojecten en de andere projecten aan de coördinatiebesturen voor. De minister keurt de specifieke actieprojecten die door het coördinatie- en beheerscentrum worden voorgesteld, met inbegrip van de begrotingsenveloppen, goed.

**Art. 19.** Wanneer een schoolinrichting deelneemt aan een project dat door Europese fondsen wordt medegefinancierd en niet wordt ingediend door het onderwijs voor sociale promotie, keurt de minister, na het advies van het coördinatie- en beheerscentrum te hebben ingewonnen, elke aanvraag goed om verhoging van het publiek aandeel dat door de schoolinrichting in dat project wordt geleverd.

**Art. 20.** § 1. Het coördinatie- en beheerscentrum heeft zijn administratieve zetel in de lokalen van de algemene directie voor het niet verplicht onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek. In voorkomend geval kan het echter elders vergaderen.

§ 2. Het coördinatie- en beheerscentrum wordt samengesteld als volgt :

1° de afgevaardigde van de minister, die er het voorzitterschap van waarneemt;

2° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het onderwijs voor sociale promotie, het alternerend kunstsecundair onderwijs en het afstandsonderwijs, die er het ondervoorzitterschap van waarneemt;

3° de pedagogisch bestuurder van het onderwijs voor sociale promotie;

4° een vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs voor sociale promotie;

5° een vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs voor sociale promotie;

6° twee vertegenwoordigers van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrij onderwijs voor sociale promotie, namelijk één vertegenwoordiger van het secretariaat-generaal van het katholiek onderwijs en één vertegenwoordiger van de federatie van de onafhankelijke gesubsidieerde vrije inrichtingen;

7° de directeur van het ESF-Agentschap;

8° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

9° een vertegenwoordiger van de Minister van Begroting;

10° de adjunct-administratieve coördinator bedoeld in artikel 24;

11° de opdrachthouders bedoeld in artikel 26.

§ 3. Er wordt een plaatsvervangend lid aangesteld voor elk van de werkende leden bedoeld in § 2, 1° tot 9°.

§ 4. De leden bedoeld in § 2, 1° tot 6° zijn stemgerechtigd.

§ 5. Externe personen kunnen door de voorzitter, op zijn initiatief of op aanvraag van een lid van het coördinatie- en beheerscentrum, worden uitgenodigd om de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum met raadgevende stem bij te wonen.

§ 6. Bij afwezigheid van de voorzitter, wordt deze door de vice-voorzitter vervangen. De werkende leden en de plaatsvervangende leden bedoeld in § 2, 4°, 5° en 6° worden door de minister benoemd. De werkende leden en de plaatsvervangende leden bedoeld in § 2, 5° en 6° worden aan de minister voorgedragen door het gemachtigde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan. Wanneer een werkend lid of een plaatsvervangend lid ontslag neemt, de hoedanigheid verliest op grond waarvan het werd benoemd of wanneer zijn mandaat door de minister of het gemachtigde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan wordt ingetrokken, is het van rechtswege geen lid van het coördinatie- en beheerscentrum meer. Elk ontslagnemend lid blijft echter zitting hebben tot de benoeming van zijn plaatsvervanger.

**Art. 21.** Het coördinatie- en beheerscentrum wordt ermee belast :

— op te treden als aangestelde bemiddelaar, om te bemiddelen tussen de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, en, enerzijds, de minister, en, anderzijds, de coördinatiebesturen;

— de globale actieprojecten en de andere projecten de minister ter goedkeuring voor te leggen; de globale actieprojecten en de andere goedgekeurde projecten bij de coördinatiebesturen in te voeren;

— de specifieke actieprojecten aan de minister voor te leggen, waarbij de voorstellen van de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen worden gecoördineerd en verzameld;

— de uitgaven in verband met de specifieke actieprojecten vast te leggen en de minister ter goedkeuring voor te leggen, waarbij inzonderheid moet worden nagekeken of de uitgaven in overeenstemming zijn met de door de minister goedgekeurde begrotingsenveloppen;

— de toelaatbaarheid na te gaan van de specifieke actieprojecten die worden ingediend overeenkomstig de criteria van de Europese structuurfondsen;

— de Europese programma's bij de schoolinrichtingen te bevorderen;

— de minister de verdeling van de Europese kredieten die ter beschikking worden gesteld van het onderwijs voor sociale promotie en de verhoging van het overheidsaandeel bepaald door de Europese wetgeving voor te stellen;

— de jaarverslagen, met inbegrip van de rekeningen van het coördinatie- en beheerscentrum aan de minister ter goedkeuring voor te leggen, nadat de overeenstemming ervan werd gecontroleerd;

— te zorgen voor de optimale aanwending van de Europese subsidies door de kwalitatieve aspecten van de verwezenlijkte meerwaarden te versterken met inachtneming van de subsidiariteits- en complementariteitsbeginselen;

— bij te dragen tot de ontwikkeling van alternerend onderwijs en vorming betreffende het secundair onderwijs en het regionale tewerkstellingsbeleid;

— de minister elke wijziging van de verordeningsbepalingen betreffende de werking van het coördinatie- en beheerscentrum en betreffende het beheer en de projecten voor te stellen;

— te zorgen voor de terugbetaling van de voorschotten die door de Franse Gemeenschap voor de erkende acties werden toegestaan.

**Art. 22.** De nadere regels voor de werking van het coördinatie- en beheerscentrum worden vastgesteld als volgt :

§ 1. De voorzitter van het coördinatie- en beheerscentrum roept de leden, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de minister, ofwel op aanvraag van ten minste één derde van de stemgerechtigde leden, bijeen. De oproepingsbrief moet ten minste tien kalenderdagen vóór de vergadering, waarbij de datum van de poststempel geldt als verzendingsdatum, worden verstuurd. Ieder werkend lid dat een vergadering niet kan bijwonen, brengt daar de voorzitter op de hoogte van, en verzoekt zijn plaatsvervanger de vergadering bij te wonen.

§ 2. De stemmingen kunnen pas geschieden als het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan vertegenwoordigd worden en als twee derde van de stemgerechtigde leden aanwezig is. De beslissingen worden bij consensus genomen. Wanneer deze niet kan worden bereikt, wordt de beslissing genomen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend. In voorkomend geval, wordt een minderheidsnota bijgevoegd.

§ 3. De agenda kan alleen met de toestemming van de zes stemgerechtigde leden worden gewijzigd. Als een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan niet vertegenwoordigd wordt of als minder dan twee derde van de leden aanwezig is, dan wordt een nieuwe vergadering belegd, met dezelfde agenda en ten minste binnen een termijn van zeven kalenderdagen, gedurende welke stemmingen kunnen plaatsvinden ongeacht de vertegenwoordiging van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen of het aantal aanwezige leden.

§ 4. Er wordt een uitvoerend bureau opgericht, hierna « het bureau » genoemd, samengesteld als volgt :

1° de adjunct-administratieve coördinator bedoeld in artikel 24, die er de coördinatie van waarneemt;

2° de opdrachthouders bedoeld in artikel 26.

3° de deskundigen en de contractuele personeelsleden die in het coördinatie- en beheerscentrum werken;

De afgevaardigde van de minister en de administratieve coördinator bedoeld in artikel 24 kunnen de vergaderingen van het bureau bijwonen.

De opdrachten van het bureau zijn de volgende :

1° de agenda voorstellen en de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum voorbereiden;

2° de opdrachten toevertrouwd door het coördinatie- en beheerscentrum uitvoeren;

3° de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum uitvoeren.

§ 5. Het secretariaat van de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum en van het bureau wordt waargenomen door een personeelslid van de algemene directie voor het niet verplicht onderwijs, aangesteld door de administratieve coördinator bedoeld in artikel 24.

**Art. 23.** De directeur-generaal van het bestuur voor het niet verplicht onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek wordt tot ordonnateur van de uitgaven van het coördinatie- en beheerscentrum aangesteld.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de nadere regels voor het pedagogische, administratieve en financiële beheer*

*Afdeling I. — Administratieve en pedagogische coördinatie*

**Art. 24.** Het administratieve beheer en de administratieve coördinatie van de projecten worden waargenomen door een administratieve coördinator, die de ondervoorzitter van het coördinatie- en beheerscentrum is. Om hem bij zijn opdracht bij te staan, stelt de minister bij het bestuur een adjunct-administratieve coördinator aan, belast met het dagelijks beheer en de uitvoering van de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum alsook met de coördinatie van de werkzaamheden van de eventuele opdrachthouders, deskundigen en contractuele personeelsleden.

De adjunct-administratieve coördinator wordt gekozen uit de personeelsleden van het bestuur of uit de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs. Als het gaat om een personeelslid van het bestuur, is het een ambtenaar van niveau 1. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden gesteld bij de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van rang 12 van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Zijn administratieve standplaats is die van zijn ambt. Als het gaat om een personeelslid van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, krijgt hij verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs en geniet hij bovendien een toelage die gelijk is aan het verschil tussen de wedde of de weddesubsidie van de weddeschaal die overeenstemt met het ambt van directeur in het onderwijs voor sociale promotie van het hoger secundair onderwijs en deze die hij in zijn ambt geniet. Hij blijft de verlof- en vakantieregeling genieten die hij in zijn oorspronkelijke ambt genoot. Het coördinatie- en beheerscentrum kan echter eisen dat hij, naar gelang van de noodwendigheden van de dienst, aanwezig is gedurende de schoolvakantieperioden. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden gesteld in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Daartoe wordt hij gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 12 en is zijn administratieve standplaats die van zijn oorspronkelijke ambt of van zijn woonplaats.

**Art. 25.** De pedagogische coördinatie van de globale actieprojecten en van de andere projecten wordt waargenomen door de pedagogische bestuurder van het onderwijs voor sociale promotie. Die opdracht inzake pedagogische coördinatie zorgt ervoor, met inachtneming van het beginsel van de autonomie van de netten, dat de acties die worden medegefinancierd door de Europese fondsen in overeenstemming zijn met de pedagogische doelstellingen en het betrokken publiek. Ze geschiedt op drie ogenblikken :

— Bij het begin van elke programmeringsperiode, bij het opstellen, door het coördinatie- en beheerscentrum, van de pedagogische inhoud van de globale actieprojecten en andere projecten;

— In de loop van de programmering, bij de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum die de erkenning van de specifieke actieprojecten bespreken;

— Op het einde van elke programmeringsperiode, bij de werkzaamheden van het coördinatie- en beheerscentrum voor de evaluatie van de doeltreffendheid van de gevoerde acties, inzonderheid voor wat het betrokken publiek betreft.

*Afdeling II. — Opdrachthouders*

**Art. 26.** De minister stelt vier opdrachthouders aan : één voor het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, twee voor het officieel gesubsidieerd onderwijsnet en één voor het vrij gesubsidieerd onderwijsnet. Voor het gesubsidieerd onderwijs, stelt de minister die aan na het advies van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen te hebben ingewonnen, ieder wat hem betreft. De opdrachthouder van het vrij gesubsidieerd onderwijsnet wordt door de minister aangesteld na het gezamenlijk advies van het secretariaat-generaal van het katholiek onderwijs en van de federatie van de onafhankelijke vrije gesubsidieerde inrichtingen te hebben ingewonnen, en oefent zijn opdracht in het confessioneel vrij onderwijs en in het niet confessioneel vrij onderwijs.

**Art. 27.** De in artikel 26 bedoelde opdrachthouders krijgen een verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs. Ze blijven de verlof- en vakantieregeling genieten die ze in hun oorspronkelijke ambt genoten. Het coördinatie- en beheerscentrum kan echter eisen dat ze, naar gelang van de noodwendigheden van de dienst, aanwezig zijn gedurende de schoolvakantieperioden. Ze ressembleren onder hun net voor de uitoefening van hun taken in verband met de schoolinrichtingen en de inrichtende machten, en voor het opvolgen van de Europese programma's. Voor het beheer van de Europese kredieten en de coördinatie tussen de onderwijsnetten, voeren de opdrachthouders de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum uit, en, in dat kader, oefenen ze hun taken uit in de lokalen van de administratieve zetel van het coördinatie- en beheerscentrum, onder de verantwoordelijkheid van de administratieve coördinator. Ze hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden gesteld in de bepalingen die toepasselijk zijn op de personeelsleden van de Franse Gemeenschap. Daartoe worden ze gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 12 en is hun administratieve standplaats hun woonplaats.

**Art. 28.** Aan de in artikel 26 bedoelde opdrachthouders kunnen door de onderwijsnetten pedagogische en technische deskundigen worden toegevoegd. De kosten voor die deskundigen worden uitgetrokken op de leestijdendotatie van één van de inrichtingen van het onderwijsnet zoals bepaald in artikel 5, § 3, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de leestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie.

Ze hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten onder dezelfde voorwaarden als de opdrachthouders bedoeld in artikel 26.

*Afdeling III. — Begrotings- en financiële aspecten*

**Art. 29.** De bedragen bepaald door de Europese Commissie op grond van de aanvragen om bijstand worden, na aftrek van de bedragen die bestemd zijn voor de globale projecten die rechtstreeks door het coördinatie- en beheerscentrum worden beheerd, voor de werkingskosten van het coördinatie- en beheerscentrum, voor de wedden van de opdrachthouders, de deskundigen en het contractueel personeel, voor de terugbetaling van de reiskosten en de verblijfsvergoedingen, verdeeld over het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, volgens een sleutel die afzonderlijk voor doelstelling 1 en doelstelling 2 wordt vastgesteld, op grond van de volgende criteria :

a) in verhouding tot 50 % van de organieke dotaties van de inrichtingen gelegen in de zone van de betrokken doelstelling;

b) in verhouding tot 25 % van de lestijden die door de inrichtingen gelegen in de zone van de betrokken doelstelling worden georganiseerd met de steun van de Europese fondsen gedurende het voorlaatste kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar gedurende hetwelk de sleutel wordt toegepast;

c) in verhouding tot 25 % van het aantal werkzoekenden die, in de inrichtingen gelegen in de zone van de betrokken doelstelling, ingeschreven zijn in de loop van het voorlaatste kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar gedurende hetwelk de sleutel wordt toegepast.

**Art. 30.** De ontvangsten en uitgaven geboekt in het kader van de Europese acties worden aangerekend op het artikel van de algemene uitgavenbegroting (variabel krediet) van de Franse Gemeenschap dat daartoe wordt bepaald.

**Art. 31.** De wedden en weddesubsidies die worden toegekend aan de leden van het onderwijzend en contractueel personeel voor de prestaties verricht in het kader van de Europese programma's en de opdrachten van het coördinatie- en beheerscentrum worden integraal, bij wijze van voorschot, uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap ten bedrage van de middelen bepaald door de Europese Commissie.

**Art. 32.** De werkingskosten, gedaan door de onderwijsnetten, de inrichtende machten en de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie voor de verwezenlijking van de specifieke projecten, worden door de Europese financiering gedekt.

Die bedragen worden gestort aan de begunstigden op overlegging van een aangifte van schuldvordering samen met een globale financiële balans en de stukken ter verantwoording van de uitgaven die moeten voldoen aan de toelaatbaarheidscriteria bepaald door de Europese Commissie. Er kunnen voorschotten in verband met de werkingskosten worden uitbetaald aan de begunstigden, binnen de perken van de door de Europese Unie toegestane kredieten.

**TITEL IV. — Bijzondere bepalingen voor het hoger onderwijs***HOOFDSTUK I. — Definities*

**Art. 33.** Voor de toepassing van deze titel dient te worden verstaan onder :

1° « De minister » : De minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort;

2° « Globale actieprojecten » : de projecten tot bepaling van de algemene doelstellingen die door de Regering worden goedgekeurd in het kader van de verordeningen en programma's betreffende de structurele steun die door de Europese Commissie wordt toegekend;

3° « Specifieke actieprojecten » : de individuele of collectieve projecten die worden voorgelegd door de instellingen voor hoger onderwijs in het kader van globale actieprojecten;

4° « Andere projecten » : de andere individuele of collectieve projecten die worden voorgelegd door de instellingen voor hoger onderwijs, in het kader van de Europese structuurfondsen buiten de globale actieprojecten;

5° COAOH : het comité voor overleg tussen de verschillende adviesorganen van het hoger onderwijs bedoeld in artikel 25 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs

*HOOFDSTUK II. — Beheer van het programma in de Franse Gemeenschap*

**Art. 34.** Er wordt een « Centrum voor de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen voor het hoger onderwijs » opgericht bij de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna « Coördinatie- en beheerscentrum » genoemd.

Dat Coördinatie- en beheerscentrum is een bemiddelende instantie in de zin van artikel 2, paragraaf 2 van Verordening (EG) nr. 438/2001 van de Commissie van 2 maart 2001 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1260/1999 van de Raad met betrekking tot de beheers- en controlesystemen voor uit de structuurfondsen toegekende bijstand.

**Art. 35.** De globale actieprojecten worden aan het coördinatie- en beheerscentrum voor advies voorgelegd.

De specifieke actieprojecten, neergelegd door de instellingen voor hoger onderwijs na advies van het COAOH° of na advies van de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap van België, van de hoge raad van de hogescholen en de hoge raad voor het kunsthoger onderwijs, elk afzonderlijk, worden door het coördinatie- en beheerscentrum, samen met de begrotingsontwikkelingen, aan de Minister ter goedkeuring voorgelegd.

**Art. 36.** Wanneer een instelling voor hoger onderwijs deelneemt aan een project dat door Europese fondsen wordt medegefinancierd en niet wordt ingediend door het hoger onderwijs, keurt de minister, na het advies van het coördinatie- en beheerscentrum te hebben ingewonnen, elke aanvraag om verhoging van het overheidsaandeel dat door de instelling in dat project wordt geleverd, goed.

**Art. 37.** § 1. Het coördinatie- en beheerscentrum heeft zijn administratieve zetel in de lokalen van de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek. In voorkomend geval kan het echter elders vergaderen.

§ 2. De raad van het coördinatie- en beheerscentrum wordt samengesteld als volgt :

1° een vertegenwoordiger van de minister, die er het voorzitterschap van waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, die er het ondervoorzitterschap van waarneemt;

3° vertegenwoordigers van de instellingen voor hoger onderwijs, onder wie :



- a) een vertegenwoordiger van de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap;
- b) een vertegenwoordiger van de algemene raad van de hogescholen;
- c) een vertegenwoordiger van de hoge raad voor het kunsthoger onderwijs;
- d) een vertegenwoordiger van de studenten, die gezamenlijk door de representatieve studentenorganisaties op gemeenschapsvlak wordt voorgedragen.

Met adviserende stem,

- 1° een vertegenwoordiger van het ESF-Agentschap;
- 2° een vertegenwoordiger van de Minister van Begroting;
- 3° De opdrachthouders bedoeld in artikel 42;
- 4° De administratieve en pedagogische coördinator bedoeld in artikel 41.

Er wordt een plaatsvervangend lid aangesteld voor elk van de werkende leden bedoeld in § 2, 1° tot 3°.

De leden bedoeld in § 2, 1° tot 3° zijn stemgerechtigd.

Externe personen kunnen door de voorzitter, op zijn initiatief of op aanvraag van een lid van het coördinatie- en beheerscentrum, worden uitgenodigd om de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum met raadgevende stem bij te wonen.

Bij afwezigheid van de voorzitter, wordt deze door de ondervoorzitter vervangen. De werkende leden en de plaatsvervangende leden bedoeld in § 2, 1°, 2° en 3° worden door de minister benoemd. De werkende leden en de plaatsvervangende leden bedoeld in § 2, 3°, a) tot c) worden aan de minister voorgedragen door het gemachtigde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan.

Wanneer een werkend lid of een plaatsvervangend lid ontslag neemt of de hoedanigheid verliest op grond waarvan het werd benoemd, blijft het zitting hebben tot de benoeming van zijn plaatsvervanger.

Wanneer het mandaat van een werkend lid of van een plaatsvervangend lid door het gemachtigde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan wordt ingetrokken, houdt het van rechtswege op zitting te hebben in het coördinatie- en beheerscentrum.

§ 3. Er wordt een uitvoerend bureau opgericht, samengesteld uit de personen bedoeld in hoofdstuk III van deze titel.

**Art. 38.** Het coördinatie- en beheerscentrum wordt ermee belast :

- 1° op te treden als bemiddelaar, aangesteld om te bemiddelen tussen instellingen voor hoger onderwijs en, enerzijds, de minister, en, anderzijds, de coördinatiebesturen;
- 2° de globale actieprojecten en de andere projecten aan de Minister ter goedkeuring voor te leggen;
- 3° de goedgekeurde globale actieprojecten en andere projecten bij de coördinatiebesturen in te voeren;
- 4° steun te verlenen bij het ontwerpen van specifieke actieprojecten die overeenkomstig de criteria van de Structuurfondsen werden neergelegd;
- 5° de specifieke actieprojecten aan de Minister voor te leggen, waarbij de voorstellen van de instellingen voor hoger onderwijs worden gecoördineerd en verzameld;
- 6° de Europese programma's te bevorderen bij de instellingen voor hoger onderwijs;
- 7° de jaarverslagen, met inbegrip van de rekeningen van het coördinatie- en beheerscentrum, aan de Minister ter goedkeuring voor te leggen, na de overeenstemming ervan te hebben nagekeken;
- 8° de minister elke wijziging van de verordeningsbepalingen betreffende de werking van het coördinatie- en beheerscentrum en van het beheer van de projecten voor te stellen.
- 9° te zorgen voor de terugbetaling van de voorschotten die door de Franse Gemeenschap voor de erkende acties werden toegestaan;
- 10° te zorgen voor de coördinatie van de intercommunautaire en internationale samenwerkingsverbanden in het kader van de Europese structuurfondsen.

**Art. 39.** § 1. De voorzitter van het coördinatie- en beheerscentrum roept de leden, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de minister, ofwel op aanvraag van een stemgerechtigd lid, bijeen.

De oproepingsbrief moet ten minste tien kalenderdagen vóór de vergadering, waarbij de datum van de poststempel geldt als verzendingsdatum, worden verstuurd.

Ieder werkend lid dat een vergadering niet kan bijwonen, brengt daar de voorzitter op de hoogte van, en verzoekt zijn plaatsvervanger de vergadering bij te wonen.

De raad van het coördinatie- en beheerscentrum stelt het huishoudelijk reglement vast, dat, inzonderheid de agendavragen en de nadere regels voor de stemming regelt, en dat de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

**Art. 40.** De directeur-generaal van het bestuur voor het niet-verplicht onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek wordt aangesteld tot ordonnateur van de uitgaven van het coördinatie- en beheerscentrum.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de nadere regels voor het pedagogisch, administratief en financieel beheer**Afdeling I. — Administratieve en pedagogische coördinatie*

**Art. 41.** Het administratieve en pedagogische beheer en de administratieve en pedagogische coördinatie van de ESF-projecten worden door een administratieve en pedagogische coördinator waargenomen. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden gesteld bij de bepalingen die toepasselijk zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Daartoe is zijn administratieve standplaats die van zijn oorspronkelijke ambt of zijn woonplaats.

*Afdeling II. — Opdrachthouders*

**Art. 42.** De Minister kan ten minste twee voltijds equivalent-eenheden tot opdrachthouder aanstellen.

**Art. 43.** De opdrachthouders bedoeld in artikel 42 voeren de beslissingen van de raad van het coördinatie- en beheerscentrum uit, en, in dat kader, vervullen hun taken in de lokalen van de administratieve zetel van het coördinatie- en beheerscentrum, onder de verantwoordelijkheid van de administratieve en pedagogische coördinator. Ze hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden gesteld bij de bepalingen die toepasselijk zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Daartoe is hun administratieve standplaats hun woonplaats.

*Afdeling III. — Begrotings- en financiële aspecten*

**Art. 44.** De bedragen die door de Europese Commissie worden bepaald op grond van de aanvragen om bijstand, worden, na aftrek van de bedragen die, bij het opmaken van de begroting, bestemd worden voor de werkingskosten van het coördinatie- en beheerscentrum, voor de wedden, reiskosten en verblijfsvergoedingen van de opdrachthouders en van het contractueel personeel, bestemd voor de specifieke projecten en andere projecten.

**Art. 45.** De ontvangsten en uitgaven verricht in het kader van de Europese acties worden aangerekend op het artikel van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap (variabel krediet) dat daartoe bepaald wordt.

**Art. 46.** De personen bedoeld in artikel 37, 3<sup>o</sup> hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Daartoe is hun administratieve adres het adres van hun ambt. Ze worden geacht als in dienstactiviteit zijnde, wanneer ze de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum bijwonen.

**Art. 47.** De wedden en weddesubsidies die worden toegekend aan de personeelsleden van het hoger onderwijs voor prestaties die worden verricht in het kader van de Europese programma's en de opdrachten van het coördinatie- en beheerscentrum worden, ofwel rechtstreeks, ofwel op grond van aangiften van schuldvordering voorgelegd door de instellingen voor hoger onderwijs die deze bezoldiging betalen, bij wijze van voorschotten, volledig door de begroting van de Franse Gemeenschap gedekt, binnen de perken van de door de Europese Commissie bepaalde middelen.

**Art. 48.** De werkingskosten die worden veroorzaakt door de instellingen voor hoger onderwijs voor de verwezenlijking van acties en die daarom door een Europese financiering worden gedekt, worden aan de begunstigden betaald op grond van een aangifte van schuldvordering, waarvan de verantwoording moet voldoen aan de toelaatbaarheidscriteria bepaald door de Europese Commissie, volgens een door de Minister vast te stellen administratieve procedure. Er kunnen voorschotten in verband met de werkingskosten aan de begunstigden worden uitbetaald, binnen de perken van de kredieten die door de Europese Unie worden toegekend.

**TITEL V. — Slotbepalingen**

**Art. 49.** Het decreet van 28 februari 2002 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met het beheer van de gelden die de Europese Unie ter beschikking stelt voor het alternerend secundair onderwijs, voor het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs, voor het onderwijs voor sociale promotie en voor het hoger onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 50.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2008.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET,

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN,

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota's

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 499-1. — Commissieamendementen, nr. 499-2. — Verslag, nr. 499-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 22 januari 2008.